



## Pour une véritable Indemnité Kilométrique Vélo COMMUNIQUÉ

La ministre en charge des Transports, Elisabeth Borne, a annoncé le 13 décembre, à l'occasion de la clôture des Assises Nationales de la Mobilité, le lancement prochain d'un plan vélo interministériel. Parmi les leviers qu'elle a mentionnés, la ministre a cité la fiscalité laissant ainsi entendre une ouverture sur la généralisation et la revalorisation de l'indemnité kilométrique vélo (IKV), ce que recommandent plusieurs rapports présentés dans le cadre des Assises.

Le Club des villes et territoires cyclables et la Fédération Française des Usagers de la Bicyclette (FUB) étaient aux côtés de Matthieu Orphelin, député du Maine-et-Loire, qui a remis à la ministre ce jour, mercredi 20 décembre, un rapport relatif à l'impact de la généralisation de l'indemnité kilométrique vélo et à son rapport coûts-bénéfices, à l'issue des travaux du groupe de travail auquel ils ont participé. Le constat est sans appel : près de deux ans après la publication du décret mettant en place cette mesure de la Loi relative à la Transition énergétique, il faut généraliser et déplaçonner sans délai l'IKV puisqu'elle est efficace (doublement du nombre de salariés cyclistes) et puisque son coût est immédiatement amorti par les retombées, notamment en termes de santé publique – pour le budget de la sécurité sociale, et en termes de réduction des arrêts maladies – pour les employeurs.

*« Avec l'indemnité kilométrique vélo, nous disposons, comme l'étude le démontre, d'un levier puissant, évalué et très attendu par les cyclistes du quotidien et ceux qui seront ainsi encouragés à le devenir »* souligne Pierre Serne, président du Club des villes et territoires cyclables. *« Mais il faut que l'IKV donne tout son potentiel et pour cela, comme nous le demandons depuis sa création, il faut qu'elle soit obligatoire, généralisée au secteur public et plus incitative. Il est temps de prendre enfin en compte les bénéfices de la pratique du vélo sur la santé et l'économie et d'accélérer le développement de sa pratique. »*

*« 84% des 600 candidats qui ont répondu à l'enquête « parlons-vélo », enquête menée début 2017 par la FUB à l'occasion des élections présidentielles et législatives, dont le candidat Macron, ont promis de revaloriser l'IKV »* rappelle Olivier SCHNEIDER, président de la FUB. *« Avec 113 000 réponses au baromètre « parlons-vélo », grande enquête menée par la FUB pendant les Assises de la Mobilité, les Françaises et les Français ont montré leur appétence pour le vélo. Pour transformer l'essai, il faut un plan vélo sincère, assumé et financé. Cela commence par la mise en place décomplexée des mesures qui ont fait leurs preuves lors d'expérimentations comme l'IKV. On en parle depuis 10 ans ! »*

De l'aveu de la ministre elle-même, le vélo a été le sujet le plus abordé lors des Assises. Si tous les acteurs – collectivités, entreprises, société civile – sont nécessaires pour mettre en place un véritable « système vélo », l'Etat doit aussi prendre sa part de responsabilité et agir sur le levier des incitations économiques. Il en va de la crédibilité de la promesse d'un vrai plan national pour le vélo !

NE PAS REpondre

La lettre du Club des Villes et Territoires Cyclables - 33 rue du Faubourg Montmartre 75009 Paris  
tél 01 56 03 92 14 - fax 01 56 03 92 16 - [info@villes-cyclables.org](mailto:info@villes-cyclables.org)